



Luxembourg, le 08 OCT. 2025

Arrêté N° : 81152_M3

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DU CLIMAT ET DE LA BIODIVERSITÉ

Vu la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et notamment les dispositions transitoires définies dans son article 35, paragraphe 4 ;

Vu la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires ;

Vu la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement ;

Considérant la demande de modification de l'arrêté N° 81152 du 6 juin 2025 par Energie et Environnement pour le compte du maître d'ouvrage délégué, la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, visant des modifications de la phase 1 concernant les aires de chantier pour le stockage de ballast ;

Considérant l'arrêté N° 81152 « Nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg » du 30 août 2016, modifié par l'arrêté N° 90455 du 19 juin 2018 ainsi que par l'arrêté N° 81152_M2 du 7 avril 2025 autorisant l'aménagement et l'exploitation ainsi que les mesures compensatoires de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg ;

Considérant le plan des zones de stockage supplémentaires, ayant la référence « document - 1-EXE_TR10_G_P_ZZZ_2004_-A.pdf » du 10 avril 2025, ainsi que le plan général des zones de stockage ayant la référence « réf : 2-APD_ZZZZ_G_P_INS_0001-G » du 16 mai 2013 élaborés par SGI et INCA ;

Considérant l'étude « Temporäre Lagerung von Steinmaterial bei Berchem - Beschreibung der betroffenen Biotope und Habitate - Anhang zur Naturschutzgenehmigung » (version 3.0) du 19.05.2025 élaboré par EFOR-ERSA ;

Considérant les bilans de biotopes du 13 mai 2025 et les plans associés du 20 mai 2025 élaborés par EFOR-ERSA ingénieurs-conseils, pour des raisons de cohérence, selon la méthode appliquée dans le bilan initial à la base de l'arrêté N° 81152 ;

Arrêté N° 81152_M3

page 1 de 6

Considérant que le concept d'exploitation du projet ferroviaire n'a pas été modifié par rapport au concept initial du 14 mars 2013 à la base de l'arrêté N° 81152 ;

Considérant que l'emprise du projet reste quasiment inchangée par rapport au projet initial à part l'ajout des trois aires de stockage supplémentaires autorisés par la présente autorisation ;

Considérant que ces aires de stockage sont prévues pour une utilisation temporaire ;

Considérant que l'aménagement des aires de stockage a comme conséquence une destruction supplémentaire de biotopes rendant nécessaire des mesures compensatoires et que ces mesures peuvent être réalisées à l'intérieur de l'emprise du projet ;

Considérant que la valorisation ou la réutilisation de ballast potentiellement pollué restent soumis à autorisation en vertu de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ;

Considérant que les conditions relatives à l'eau de l'arrêté N°81152 « Nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg » du 30 août 2016, modifié par l'arrêté N°90455 du 19 juin 2018 ainsi que par l'arrêté N°81152_M2 du 7 avril 2025 initial 81152, restent applicables ;

Considérant que la présente modification de l'arrêté se limite aux éléments faisant partie intégrante des documents mentionnés ci-avant ;

Considérant que les modifications envisagées ne constituent pas une modification au sens de l'article 2 alinéa 4 du règlement grand-ducal modifié du 15 mai 2018 établissant les listes de projet soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que les conditions imposées dans le cadre du présent arrêté sont de nature à limiter les incidences sur l'environnement à un minimum ;

Arrête :

Art. 1^{er} : L'arrêté N°81152 « Nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg » du 30 août 2016, modifié par l'arrêté N°90455 du 19 juin 2018 ainsi que par l'arrêté N°81152_M2 du 7 avril 2025, est modifié comme suit :

1) L'article 1^{er}, point 1), 1^{er} paragraphe, en ce qui concerne l'exigence de la mise en œuvre des mesures de compensation, est complété par les documents suivants :

- du rapport « Temporäre Lagerung von Steinmaterial bei Berchem - Beschreibung der betroffenen Biotope und Habitate, Anhang zur Naturschutzgenehmigung, Endbericht Version 3.0 » dressé en date du 19/05/2025,
- du bilan des biotopes actualisé dénommé « EIE CFL Bettembourg 2025 - Bilan des biotopes (selon « Oekopunkten », version 2009), Etat de traitement : 13.05.2025, Tableaux Etat final et Etat initial, Cartes Biotopes (planification) Feuilles A-D et Biotopes (état actuel) Feuilles A-D ».

2) L'article 1^{er}, point 1), 1^{er} paragraphe, alinéa 2, en ce qui concerne l'exigence de la mise en œuvre des mesures de compensation, est remplacé par les dispositions suivantes :

Il doit être tenu compte des précisions et modifications développées ci-dessous, ainsi que celles pouvant intervenir en cours de projet. Le déficit évalué du projet, s'élève, selon l'état actuel, à environ 4.493.022 points écologiques (situation du 13/05/2025), incluant le projet de la gare périphérique à Howald (13.000 points écologiques), le déplacement du pylône numéro B13A (3.570 points écologiques) et les emprises supplémentaires du projet S.N.C.F.L. : Réaménagement de la Gare de Bettembourg : Lot 1, Lot 2 et Lot 4 et les trois aires de stockage supplémentaires, et sera compensé notamment par les mesures compensatoires suivantes (méthode EFOR/ERSA et Förder/Demmer de 2009) : [...]

3) L'article 1^{er}, point 1) g. est complété par la disposition suivante:

- Les biotopes protégés du type BK17 - *Gebüsche frischer oder trockenwarmer Standorte* présents au niveau des aires de stockage n°1 et n°2 doivent être préservés et conservés durant l'exploitation des aires de stockage supplémentaires pour le ballast ferroviaire.

4) L'article 1^{er}, point 1) est complété par la disposition suivante:

- h. Aucun stockage de ballast n'est admis sur la surface occupée par ces biotopes.

5) L'article 2, point 1:1) phase 1 est complété par les dispositions suivantes afin d'inclure les parcelles cadastrales concernées par les trois aires de stockage supplémentaires :

| Commune | Section | N° parcelle | Contenance |
|---|--------------|-------------|--------------------------|
| Aire de stockage n°1 | | | |
| Roeser | A de Bivange | 699/2822 | 1ha 42a 51ca (partie de) |
| Roeser | A de Bivange | 513/2817 | 76a 96ca (partie de) |
| Aire de stockage n°2 | | | |
| Roeser | A de Bivange | 930/1458 | 0ha 94a 25ca (partie de) |
| Aire de stockage n°3 | | | |
| Roeser | A de Bivange | 693/1457 | 1ha 04a 20ca (partie de) |
| - (réseau routier / chemin (partie de)) | | | |
| Roeser | A de Bivange | 695/1455 | 4ha 20a 85ca (partie de) |

- 6) A l'article 2, point I.2) tableau (phase 1) relatif aux installations de chantier est complété par un point afin d'inclure le plan des trois zones de stockage supplémentaires :

| N° - Indice | Dénomination |
|--------------------------|---|
| Phase 1 : | |
| EXE_TR10_G_P_ZZZZ_2004_A | Voie NBS Aires de stockage supplémentaires Vues en plan |

- 7) À l'article 2, point I.4) les éléments concernant la phase 1 sont complétés afin d'intégrer les aires de stockage supplémentaires :

- l'aménagement et à l'exploitation temporaire de trois aires de stockage supplémentaires situées sur le territoire de la commune de Roeser et dédiées uniquement au stockage du ballast propre (non recyclé) (y compris les accès), ainsi que les travaux de remise en état suite à leur exploitation.

- 8) A l'article 2, le point II.1), est remplacé par les dispositions suivantes en ce qui concerne les modalités d'application :

La nouvelle ligne ferroviaire à double voie entre Bettembourg et Luxembourg doit être aménagée et exploitée conformément à l'avant-projet détaillé initial et aux demandes subséquentes, en l'occurrence

- le dossier du 4 avril 2014, tel que complété le 3 août 2015 et le 21 octobre 2015, enregistré sous le numéro 81152,
- la demande de modification du 14 février 2018, enregistrée sous le numéro 90455,
- la demande de modification du 8 octobre 2024, enregistrée sous le numéro 81152 (modification 2),
- la demande de modification du 6 juin 2025, enregistrée sous le numéro 81152 (M3).

sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux dispositions de l'arrêté du 30 août 2016 modifié par l'arrêté du 19 juin 2018, l'arrêté du 7 avril 2025 et le présent arrêté. Ainsi les demandes précitées font partie intégrante du présent arrêté. Les originaux des demandes en question, qui vu leur nature et

leur taille, ne sont pas joints au présent arrêté, peuvent être consultés par tout intéressé au siège du maître d'ouvrage délégué, sans déplacement.

9) A l'article 2, le point IV.2, titre 5) à 7) est remplacé comme suit :

concernant la réduction des émissions de poussières résultant des travaux d'excavation/terrassement/stockage.

Art. 2 : Le présent arrêté modifiant l'arrêté modifié N°81152 « Nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg » est transmis en original au ministre ayant la Mobilité dans ses attributions afin de pouvoir procéder à l'information du public conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement, et en copie

- à la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois

ainsi que pour information

- à l'Administration de l'environnement,
- à l'Administration de la nature et des forêts,
- à l'Administration de la gestion de l'eau.

Art. 3 : Contre la présente décision, un recours peut être introduit devant le Tribunal administratif statuant comme juge du fond. Il doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de quarante jours à compter de la notification de la présente décision.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de quarante jours pour introduire le recours contentieux devant le Tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être déposée auprès du Médiateur – Ombudsman. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant les droits en matière de recours, il est possible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Wilmes', is positioned above the printed name.

Serge Wilmes